

**ARRETE DE VOIRIE
PORTANT ALIGNEMENT
Chemin de Malissole**

N° POL-154-2022

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE MORESTEL,

- Vu la demande en date du 02/11/2022, par laquelle le cabinet ABSCISSE-GE.COM cabinet de Géomètre expert 5, place Saint-Michel 38300 BOURGOIN-JALLIEU, pour le compte de la propriété Indivision LUSIAMA / REANT située 562, chemin de Malissole 38510 MORESTEL,
demande l'ALIGNEMENT de : Chemin de Malissole
au droit de la parcelle cadastrée section AB n° 421 et 487
- Vu le Code de la Voirie Routière ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 ;
- Vu le règlement général de voirie 64-3243 du 10 juin 1964 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

ARRETE

Article 1 Alignement.

L'alignement de la voie au droit de la propriété du bénéficiaire est défini par les alignements droits correspondants au mur existant entre les points A1, A2, A3 figurant sur le plan annexé.

Article 2 Responsabilité.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 3 Formalités d'urbanisme.

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

Mairie

Hôtel de Ville
B.P. 6
38510 MORESTEL
Tél. 04 74 80 09 77
Fax 04 74 80 33 90
e-mail : mairie@morestel.fr
web : www.morestel.fr

Article 4 Validité et renouvellement de l'arrêté.

Le présent arrêté devra être utilisé dans le délai de UN AN à compter du jour de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

Fait à MORESTEL, le 16/11/2022

Le Maire,



Frédéric VIAL.

Diffusion : Le bénéficiaire pour attribution

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Mairie ci-dessus désignée.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les deux mois à compter de sa notification.